



QUEST 

# CARBONEUTRALITÉ ET TERRITOIRE

L'INTÉGRATION DES COBÉNÉFICES COLLECTIFS COMME  
OUTIL D'ACTION ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE

# REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Gemma Pinchin, responsable principale de la recherche et des projets, et Naureen Othi, responsable des projets et des services partagés, avec le précieux appui de plusieurs autres contributrices et contributeurs.

Nous remercions chaleureusement Emily Lo, agente de financement et de recherche, et Katie Ryu, agente de recherche et d'administration, pour leur soutien à la coordination et à l'élaboration du rapport.

La rédaction a aussi été guidée par l'expertise des membres du Comité consultatif, notamment Julie

MacArthur, Monica Gattinger, Gaby Kalapos et David Pearson, dont les avis professionnels ont contribué à baliser la portée et à assurer la qualité du rapport.

Pour soutenir le mandat de recherche du Groupe consultatif sur la carboneutralité, ce projet a été réalisé avec le soutien financier du gouvernement du Canada. Le financement a été réalisé par le Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat du Fonds pour dommages à l'environnement, administré par Environnement et Changement climatique Canada.

---

Ce projet a été réalisé avec l'appui financier  
du gouvernement du Canada.

This project was undertaken with the financial support  
of the Government of Canada.

Canada 

# SOMMAIRE

Le présent rapport s'intéresse aux répercussions des changements climatiques et de la transition énergétique ainsi qu'aux stratégies d'adaptation connexes dans les collectivités rurales, éloignées et autochtones du Canada. Il puise dans les perspectives communautaires pour explorer à quel point l'action climatique et énergétique est façonnée par le territoire, la culture, la gouvernance et les capacités locales. Face aux défis cumulatifs du vieillissement des infrastructures, de l'inabordabilité de l'énergie, du manque de main-d'œuvre et de la complexité des systèmes de financement, les collectivités adoptent des solutions localisées ancrées dans l'intendance, la collaboration et les expériences vécues.

Les constats sont organisés en cinq thèmes interconnectés : les systèmes et infrastructures durables; l'environnement, le territoire et la résilience climatique; la gouvernance, les politiques et les partenariats; le savoir, la culture et la capacité; et le bien-être, l'équité et l'inclusion. Les personnes interrogées ont aussi souligné que l'énergie, le logement, le transport, les systèmes alimentaires et les économies locales étaient des concepts indissociables. Les progrès les plus importants se remarquent dans les collectivités qui misent sur la recherche de cobénéfices plus que sur la résolution de problèmes de manière isolée.

Dans l'ensemble, le rapport conclut que les trajectoires les plus durables vers la carboneutralité requièrent une action communautaire et territoriale conçue dans une optique de durabilité environnementale, d'équité sociale et de bien-être collectif. Une transition équitable doit reposer sur des partenariats soutenus, un leadership local et des approches fondées sur des systèmes qui reflètent la multiplicité des réalités des collectivités rurales, éloignées et autochtones.

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE	5
SYSTÈMES ET INFRASTRUCTURES DURABLES	6
ENVIRONNEMENT, TERRITOIRE ET RÉSILIENCE CLIMATIQUE	12
GOVERNANCE, POLITIQUES ET PARTENARIATS	18
SAVOIR, CULTURE ET CAPACITÉ	23
BIEN-ÊTRE, ÉQUITÉ ET INCLUSION	29
PRINCIPALES RECOMMANDATIONS AUX DÉCISIONNAIRES	34
CONCLUSION	36
LISTE DES RÉFÉRENCES	37

# INTRODUCTION

Les enjeux climatiques et énergétiques des collectivités rurales, éloignées et autochtones sont profondément liés à leur géographie, à leurs infrastructures, à leur culture et à leur relation à la terre. Ces collectivités sont souvent plus exposées aux changements climatiques, qui exacerbent des problèmes de longue date tels que l'inadéquation des infrastructures, le coût élevé de l'énergie, le manque de capacité et la complexité de la gouvernance. Pour y faire face, elles mettent en avant des solutions locales ancrées dans le savoir communautaire, l'intendance et la collaboration.

Ce rapport présente cinq facettes interreliées de la compréhension et de la mise en œuvre collectives de l'action climatique et énergétique, facettes qui recourent tant les systèmes matériels du quotidien – énergie, logement, transport, économies locales – que l'intendance environnementale, l'utilisation du territoire et la résilience climatique. Il examine aussi le rôle facilitant de la gouvernance, des politiques et des partenariats dans l'accès au financement, la prise de décisions et la coordination, en plus d'explorer

l'importance du savoir, de la culture et de la capacité pour favoriser l'apprentissage, le renforcement de la confiance et l'adoption de solutions adaptées au contexte local. Tous ces thèmes s'articulent autour de la question du bien-être, de l'équité et de l'inclusion; une transition réussie doit obligatoirement renforcer la résilience sociale, tenir compte des expériences vécues et offrir des retombées concrètes sur plusieurs générations.

Approchant les différentes facettes comme des systèmes interconnectés dans une optique de décroissement et de recherche de cobénéfices, le rapport met en lumière tant les défis communs que les occasions propres au contexte local des collectivités rurales, éloignées et autochtones. Les observations confirment que les trajectoires carboneutres les plus durables et efficaces naissent de la lutte climatique communautaire, fondée sur le territoire et pensée de sorte à en tirer le plus d'avantages possible pour l'environnement, l'équité sociale et la résilience à long terme.

# MÉTHODOLOGIE

Cette étude est le résultat d'un partenariat avec 15 collectivités rurales, éloignées et autochtones, chacune représentée par une personne-ressource désignée pour coordonner les consultations et l'action locales. Les personnes-ressources ont joué un rôle central dans le choix et le recrutement de répondants reflétant au mieux les priorités, perspectives et expériences locales.

La collecte de données s'est faite en deux parties. L'équipe de recherche a d'abord convoqué les répondants sélectionnés par les personnes-ressources

en entrevues semi-structurées pour parler des expériences, des défis et des occasions en lien avec l'action climatique et énergétique à l'échelle locale. Ensuite, l'équipe a animé des consultations communautaires, dont des groupes de discussion et des ateliers de visualisation. Ces séances visaient à ouvrir un dialogue collectif, à échanger des connaissances et à se projeter dans l'avenir pour cerner des priorités, des occasions et des possibilités d'action collaboratives. Cette combinaison de méthodes a permis de brosser un portrait représentatif du contexte et des connaissances locales de chaque collectivité.

# SYSTÈMES ET INFRASTRUCTURES DURABLES



## PROBLÈMES

Infrastructures vieillissantes vulnérables aux aléas climatiques

Approvisionnement en énergie inabordable et instable

Logements énergivores et insalubres

Dépendance à la voiture et modes de transport en commun limités

Manque de main-d'œuvre locale qualifiée

Financement inconstant et dépendance envers des fournisseurs externes

## POSSIBILITÉS

Projets d'énergie renouvelable communautaires ou autochtones

Rénovations résidentielles (confort, économies, santé)

Cobénéfices pour le logement, l'énergie et l'emploi

Vélos électriques, sentiers et transport à la demande en milieu rural

Formation locale pour les projets d'énergie propre

Planification intégrée de l'énergie, du logement et du transport

## EXEMPLES

### **Projet de mini maisons de la Première Nation de Garden River (Ontario)**

Solutions d'infrastructures intégrées pour renforcer le logement, l'énergie et les compétences locales.

### **Centre de soins communautaires The Willows (Î.-P.-É.)**

Résidence pour personnes âgées écoénergétique et pensée pour la carboneutralité qui combine développement durable et soin communautaire.

Dans les collectivités rurales, éloignées et autochtones, la transition vers la carboneutralité se définit par les systèmes matériels du quotidien. L'énergie, le logement, le transport et les économies locales forment des ensembles interdépendants qui déterminent la capacité d'une collectivité à contribuer à un avenir sobre en carbone. Cette section s'intéresse aux bases physiques et structurelles de la transition vers la carboneutralité : la production et la consommation de l'énergie, l'entretien des habitations et des bâtiments, le transport des personnes et des marchandises, et les mécanismes qui sous-tendent les économies locales. Chaque système renvoie à des questions plus larges d'équité, d'accessibilité et d'autodétermination.



## ÉNERGIE ET RESSOURCES RENOUVELABLES

L'énergie est systématiquement ressortie à la fois comme un besoin essentiel et comme une source de vulnérabilité. En effet, de nombreuses collectivités rurales et éloignées dépendent d'infrastructures de transport d'électricité vieillissantes ou rudimentaires qui ne permettent pas d'assurer une alimentation fiable : les pannes sont fréquentes, perturbent la vie quotidienne et exacerbent la menace des phénomènes météorologiques déjà de plus en plus extrêmes.

L'essor des énergies renouvelables apporte son lot de possibilités – mais aussi quelques contraintes. Les systèmes solaires et géothermiques sont généralement perçus comme les options les plus réalistes, en raison de leur adaptabilité et de leur concordance avec les valeurs locales. Néanmoins, leur implantation soulève aussi des préoccupations, notamment quant au bruit, aux perturbations de la faune et au caractère intrusif de grandes infrastructures dans des paysages naturels ou culturels.

Les collectivités s'intéressent aussi aux microréseaux, au stockage d'énergie et aux systèmes hybrides, ce qui traduit leur désir d'exercer un meilleur contrôle local sur la production et la distribution. Elles veulent bénéficier directement des infrastructures énergétiques pour éviter de dépendre de services publics externes et de marchés volatils qui font grimper les coûts. De plus, de nombreux projets d'énergie renouvelable appartiennent à des

organisations extérieures, ce qui limite les possibilités de réinvestissement et de participation aux décisions à l'échelle locale. Les personnes consultées ont donc mis l'accent sur des modèles de financement permettant de réduire les coûts initiaux, d'assurer une stabilité financière durable et de maintenir la propriété et le contrôle au sein de la collectivité.

Dans les collectivités autochtones, l'énergie revêt une signification culturelle, sociale et économique profonde. La transition depuis un modèle reposant sur des fournisseurs externes vers des systèmes renouvelables sous contrôle local est étroitement liée aux aspirations d'autodétermination et de gouvernance des ressources territoriales. Plusieurs collectivités souhaitent « reprendre le pouvoir », tant au sens propre qu'au sens politique. Elles veulent réduire leur dépendance aux fournisseurs externes, réinvestir les revenus dans leurs priorités et veiller au respect de leurs valeurs culturelles et environnementales. Ainsi, au-delà des simples projets économiques, les initiatives locales sont des mouvements de réappropriation de l'intendance et du pouvoir décisionnel. Toutefois, le progrès est freiné par des obstacles systémiques, dont la lenteur des processus d'approbation gouvernementale, la faible flexibilité du financement et la disparité des capacités techniques.



## INFRASTRUCTURES ET LOGEMENT

Les infrastructures bâties sont cruciales pour le bien-être des collectivités, mais peuvent aussi les rendre

vulnérables. De nombreuses collectivités rurales doivent s'accommoder de bâtiments publics vieillissants, de réseaux d'aqueduc et d'égouts désuets ainsi que d'habitations mal isolées et gourmandes en énergie. La forte consommation énergétique des logements vétustes pèse sur les ménages à faible revenu, particulièrement dans les régions éloignées, ce qui peut mener à leur précarité énergétique.

Dans les collectivités autochtones, les problèmes d'infrastructure sont exacerbés par des questions d'équité, de gouvernance et de sous-investissement chronique. Le manque de logements adéquats demeure un problème persistant, et le surpeuplement, les moisissures et les obstacles à l'accessibilité compromettent la santé des populations. Nombre de répondants ont souligné l'importance de concevoir des logements écoénergétiques qui soient aussi adaptés à la culture locale et à la cohabitation intergénérationnelle. Les programmes de construction et de rénovation dirigés par les collectivités sont une solution concrète pour favoriser la durabilité à la fois environnementale et sociale. Toutefois, la dépendance au financement externe et l'absence de mécanismes stables pour l'investissement à long terme continuent de miner les progrès.

En outre, les collectivités sont très conscientes des effets des changements climatiques sur le logement et les infrastructures essentielles, sans oublier les façons dont ils se conjuguent aux problèmes existants. Les inondations, la fonte du pergélisol et les phénomènes météorologiques extrêmes menacent de plus en plus l'intégrité des habitations et des infrastructures critiques.

Les infrastructures et le logement illustrent bien la multiplicité des enjeux auxquels les collectivités font face. L'abordabilité du logement, l'accès à l'eau potable, la possibilité de vieillir chez soi et l'accessibilité des bâtiments ont été signalés comme requérant une attention plus immédiate que l'énergie propre ou les initiatives de développement durable. Cela dit, plusieurs collectivités réussissent à aborder différents enjeux de front, en misant sur les cobénéfices pour répondre à leurs besoins pressants tout en progressant vers la carboneutralité. Le rapport vise d'ailleurs à mettre en lumière des exemples réels de stratégies intégrées multidimensionnelles pour que l'on puisse en tirer des leçons.

## PROJET DE MINI MAISONS

### PREMIÈRE NATION DE GARDEN RIVER (ONTARIO)

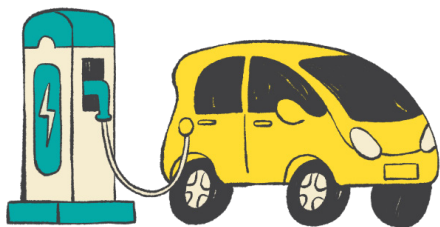
Le projet de mini maisons de la Première Nation de Garden River emploie une approche multifacettes qui répond aux besoins à la fois en logement, en énergie et en main-d'œuvre. D'une part, l'initiative propose de petites habitations accessibles et écoénergétiques pour atténuer la pénurie de logements, et d'autre part, elle offre aux jeunes de la communauté une formation et de l'expérience en construction. Combinant logement abordable, durabilité et renforcement des capacités, elle prouve qu'il est possible d'avancer sur plusieurs fronts en même temps dans la transition vers la carboneutralité.

## CENTRE DE SOINS COMMUNAUTAIRES THE WILLOWS

### O'LEARY, Î.-P.-É.

The Willows est une résidence communautaire coopérative de 50 unités à but non lucratif, abordable et pensée pour la carboneutralité. Un projet de la Community Seniors Cooperative Ltd (CSCL), elle permet aux personnes âgées de demeurer dans leur cadre de vie plutôt que de devoir déménager dans un grand centre. Premier établissement de soins communautaire prêt pour la carboneutralité au Canada atlantique, la résidence The Willows propose des soins locaux à long terme tout en étant dotée d'un système de climatisation et de chauffage géothermique ainsi que de panneaux solaires.

<https://www.cscpei.org/>



## TRANSPORT

Les systèmes de transport illustrent bien la tension entre l'isolement et le développement durable. Dans les régions rurales et les petites localités, la dépendance à l'automobile est profondément ancrée, renforcée qu'elle est par les longues distances et l'offre limitée de transport collectif. L'absence de trottoirs, de pistes cyclables et de services de transport interurbain fiables réduit considérablement la mobilité des gens sans voiture, notamment les jeunes, les personnes âgées et les ménages à faible revenu.

Les tentatives de décarboner le transport misent souvent sur l'électrification, mais l'adoption reste inégale. Des préoccupations telles que la performance en hiver, le manque d'infrastructures de recharge, l'autonomie de batterie et le coût d'achat freinent l'utilisation des véhicules électriques. De plus, l'offre est limitée : plusieurs collectivités peinent à se procurer des autobus ou des fourgonnettes électriques, même avec du financement, et doivent composer avec des retards d'approvisionnement ou un manque d'options adaptées aux conditions rurales et nordiques. Les projets pilotes d'autobus électriques, de transport partagé avec les villes voisines ou de services à la demande font état de progrès graduels, mais localisés. Dans plusieurs cas, des projets de covoiturage ou d'autopartage ont aussi échoué en raison d'un attachement profond à la possession d'un véhicule (particulièrement les camionnettes) et d'une préférence marquée pour l'autonomie qu'il représente.

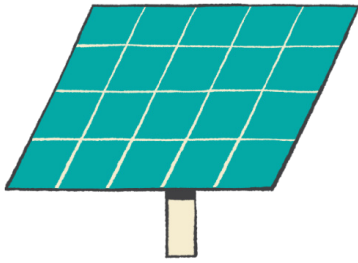
Parallèlement, les collectivités ont exprimé un fort intérêt pour le transport actif pour les courtes distances, notamment la marche, le vélo, le vélo électrique et les sentiers pédestres. Cependant, la topographie, la sécurité et le manque d'infrastructures (trottoirs, voies cyclables, ponceaux, traverses sécurisées) demeurent des obstacles majeurs. Le vélo électrique est perçu comme une solution prometteuse pour monter des côtes ou parcourir de longues distances, surtout chez les jeunes et les personnes âgées. Des sentiers bien entretenus ont également été mis de l'avant pour favoriser à la fois la mobilité et les objectifs plus larges en matière de loisirs, de santé et d'éducation environnementale.

Dans certaines régions côtières, s'ajoutent aux véhicules électriques traditionnels des bateaux et des traversiers alimentés à l'électricité ou à l'énergie solaire, ce qui reflète la diversité des réalités géographiques et des besoins en transport.

Dans les communautés autochtones, le transport influence à la fois les possibilités économiques, l'accès au territoire et les liens culturels. Plusieurs localités se trouvent loin des centres d'emploi ou des pôles de services, ce qui rend les déplacements coûteux et chronophages. L'absence de services de transport publics ou communautaires fiables limite les options de formation, d'éducation et de participation à la planification régionale. L'investissement dans les infrastructures de transport, particulièrement dans les services locaux ou conçus en collaboration avec les gouvernements autochtones, est de plus en plus considéré comme essentiel pour une mobilité carboneutre équitable.

Les répondants ont souligné l'importance de solutions de transport de petite échelle qui soient souples et adaptées à la demande et (minibus, autopartage, circuits coordonnés) pour répondre aux besoins particuliers des collectivités rurales.

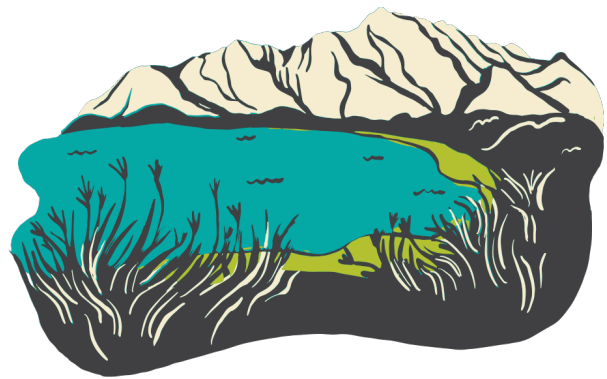




## SYSTÈMES ÉCONOMIQUES ET CAPACITÉS LOCALES

La transition vers la carboneutralité dans les collectivités rurales, éloignées et autochtones ne peut s'opérer sans un renforcement des capacités locales pour gérer et exploiter – à leur plein potentiel bénéfique – les nouvelles infrastructures. De plus, les cycles de subventions et les modèles de financement concurrentiels exacerbent les inégalités pour les petites collectivités qui disposent de moins de personnel et de ressources administratives pour répondre aux exigences redditionnelles. Si les projets d'énergie renouvelable ainsi que de réfection et de renouvellement des infrastructures permettent de créer des emplois et de développer les compétences, les collectivités manquent souvent de main-d'œuvre spécialisée pour concevoir, installer et entretenir les systèmes, et le recours à des entrepreneurs externes impose un fardeau financier de plus sur des ressources limitées. Ainsi, il est essentiel d'adapter les programmes de formation et d'apprentissage afin de s'assurer que les retombées économiques de la transition rejaillissent sur les collectivités.

qui pourraient être canalisés dans les programmes sociaux et servir à réduire la dépendance envers des acteurs externes. Or, les inégalités structurelles présentes dans les mécanismes de financement et d'approvisionnement continuent de favoriser les grands promoteurs, ce qui limite les possibilités d'appropriation et de contrôle par les Autochtones. Les projets d'ententes de partage des revenus et de gestion autochtone du financement sont le reflet d'une prise de conscience quant à la nécessité d'arrimer justice économique et justice énergétique.



## VERS DES SYSTÈMES INTÉGRÉS

La durabilité des systèmes et des infrastructures est indissociable de la résilience communautaire. Les constats montrent que, pour atteindre la carboneutralité dans les collectivités rurales, éloignées et autochtones, il faudra adopter une approche intégrée tenant compte non seulement de l'innovation technologique, mais aussi de l'abordabilité, de l'équité et de l'autonomie. L'énergie, le logement, le transport et les économies locales sont profondément interconnectés : les avancées dans un domaine reposent sur la planification et l'investissement dans les autres.

Pour les communautés autochtones, cette intégration revêt une signification particulière, car les systèmes durables ne sont pas qu'un objectif technique, mais bien une expression de souveraineté et de soin de la terre. Une transition juste exige donc bien plus que la décarbonisation : elle implique la redistribution des pouvoirs décisionnels, le renforcement des capacités locales et l'assurance que les retombées matérielles de la transition demeurent entre les mains de celles et ceux qui prennent soin de la terre et des systèmes au quotidien.



**LES COLLECTIVITÉS ONT LA CAPACITÉ DE FAIRE AVANCER LES PROJETS, MAIS ELLES PLOIENT SOUS LE POIDS DES EXIGENCES REDDITIONNELLES. »**

Dans les collectivités autochtones, le développement économique local est étroitement lié à l'autosuffisance énergétique et à la souveraineté des ressources. Souvent, les projets d'énergie renouvelable vont être perçus comme des sources potentielles de revenus

# ENVIRONNEMENT, TERRITOIRE ET RÉSILIENCE CLIMATIQUE



## PROBLÈMES

Inondations, tempêtes, érosion et décalage des saisons

Perte d'habitats et de biodiversité

Priorités conflictuelles d'aménagement et de protection de l'environnement

Systèmes alimentaires vulnérables aux aléas climatiques et dépendants des importations

Dégradation d'écosystèmes requérant une restauration

## POSSIBILITÉS

Intendance des terres par la collectivité

Solutions fondées sur la nature (forêts, milieux humides, corridors)

Forêts et fiducies foncières communautaires

Production alimentaire locale et culture alimentée par l'énergie renouvelable

Pratiques de conservation fondées sur les savoirs traditionnels

Exploitation d'actifs naturels pour se protéger du climat et stimuler l'économie

## EXEMPLES

### **Cortes Forestry General Partnership (C.-B.)**

Gestion forestière communautaire durable pour préserver la biodiversité et améliorer la résilience climatique.

### **Galiano Conservancy Association (C.-B.)**

Restauration écologique pour protéger les espèces, les bassins versants et les écosystèmes locaux tout en renforçant l'intendance des terres.

### **Couchiching Conservancy (Ontario)**

Préservation des terres pour protéger les collectivités des extrêmes climatiques; conjugue préservation et résilience sociale.

La résilience environnementale offre un socle à la fois physique et culturel pour le développement durable des collectivités rurales, éloignées et autochtones. Le territoire n'est pas un simple bien de patrimoine écologique : c'est un système vivant et intimement lié à l'identité, à la survie et à la continuité communautaire. Pour toutes les communautés interrogées, la santé de l'environnement était indissociable de celle des populations. La protection des terres, de l'eau et de la biodiversité a été décrite comme un cadeau aux générations futures, suivant la compréhension commune que les changements climatiques transforment déjà les milieux de vie. Si les défis environnementaux diffèrent d'une région à l'autre, les motivations sous-jacentes, elles, convergent : il faut protéger et restaurer la nature afin de vivre en harmonie avec elle.



## SENSIBILISATION CLIMATIQUE ET INTENDANCE DU TERRITOIRE

On observe dans les collectivités interrogées un sentiment grandissant de responsabilité envers la question climatique. Beaucoup ont exprimé une grande inquiétude face à la dégradation environnementale qui s'accélère. Dans les régions nordiques et intérieures, les saisons qui se décalent, les chutes de neige en déclin et la prolongation des tempêtes sont autant de rappels quotidiens de la crise climatique. Ces phénomènes sont souvent le coup de fouet qui pousse les collectivités à adapter leurs comportements et à chercher des solutions respectueuses des écosystèmes. Dans les régions côtières, l'aggravation des ondes de tempête, des inondations et de l'érosion a engendré des efforts pour renforcer la protection environnementale et repenser l'aménagement des rives.

Les répondants autochtones ont abordé la responsabilité climatique assez systématiquement sous l'angle de l'intendance intergénérationnelle. L'idée selon laquelle on doit laisser à son prochain un territoire plus sain que celui dont on a hérité guide à la fois les gestes quotidiens et la planification à long terme. Protéger

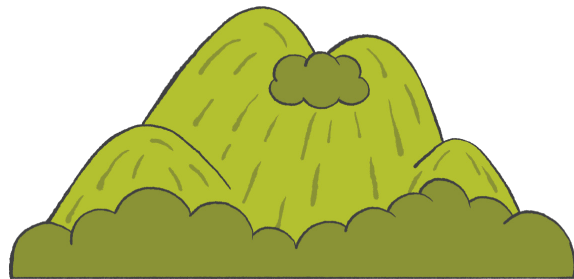
l'eau, les plantes, les animaux et les écosystèmes va au-delà de la gestion environnementale : c'est un devoir culturel et éthique. Pour plusieurs collectivités autochtones, la durabilité se plaçait dans la continuité des enseignements traditionnels de respect et de réciprocité. Plutôt que d'être perçues comme des innovations, l'énergie propre et la protection du territoire s'inscrivent dans la continuité des responsabilités ancestrales.



## UTILISATION DU TERRITOIRE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

L'accès au territoire, son utilisation et sa gestion étaient des préoccupations majeures dans la quasi-totalité des régions. Dans bien des municipalités rurales, on observe l'affrontement de deux forces : l'étalement urbain d'un côté, et la nécessité de protéger l'environnement de l'autre. Les terres agricoles et les milieux humides sont de plus en plus convertis en zones résidentielles ou industrielles, et ce, souvent sans surveillance ni réglementation environnementale adéquates. La perte d'habitats et le déclin de la biodiversité qui en résultent sont des pertes à la fois environnementales et culturelles – c'est autant le charme rural que la résilience écologique caractéristiques de ces territoires qui se trouvent à s'éroder.

Parallèlement, plusieurs collectivités essaient des modèles d'aménagement plus durables. Les fiducies foncières et les corridors écologiques gagnent en popularité, et la cogestion durable des forêts a été soulevée comme option multivalente pour préserver la biodiversité, stocker du carbone et contribuer à l'économie locale via le secteur des loisirs. Dans certaines régions, les actifs naturels (forêts, rivières, littoraux) sont à la fois des boucliers naturels contre les phénomènes climatiques et des moyens de subsistance à long terme, notamment par le tourisme durable et l'exploitation responsable des ressources. Les répondants ont insisté sur l'importance que la gestion des actifs reste du ressort des collectivités pour éviter que des acteurs externes profitent à leur place.



## SANTÉ ÉCOLOGIQUE ET BIODIVERSITÉ

La préservation de la biodiversité est essentielle à la résilience environnementale des régions rurales et éloignées. Les forêts, les milieux humides et les cours d'eau jouent un rôle central dans l'équilibre écologique et dans l'identité culturelle. Les collectivités ont souligné maintes fois l'importance de préserver la qualité des rivières, la santé des populations de poissons et la diversité forestière. Dans certaines collectivités, les écosystèmes ont été dégradés par des décennies d'activité industrielle que la communauté tente aujourd'hui de contrer, par le reboisement, la protection de la faune et la dépollution des sites contaminés. Par exemple, une collectivité a réalisé des avancées notables en intégrant des initiatives de restauration écologique à l'aménagement du territoire. Les corridors fauniques, la protection des pollinisateurs et le reboisement sont d'autres exemples de solutions fondées sur la nature employées pour renforcer la résilience climatique à l'échelle locale.

Pour les communautés autochtones, la protection de la biodiversité revêt une importance spirituelle et relationnelle. Dans certaines régions, on recueille activement les connaissances écologiques traditionnelles afin d'éclairer les pratiques de conservation modernes et de protéger les espèces signalées comme étant intégrantes au bon fonctionnement des écosystèmes, par exemple les serpents à sonnettes, les chouettes et les parulines. Comme on le voit, la biodiversité constitue un repère culturel fondamental dans l'identité et la continuité des communautés.

## CORTES FORESTRY GENERAL PARTNERSHIP

### ÎLE CORTES, COLOMBIE-BRITANNIQUE

La société Cortes Forestry General Partnership, sur l'île Cortes, est un exemple de gestion forestière durable administrée par les collectivités. Sous la direction conjointe de la Cortes Community Forest Cooperative et du Klahoose Forestry No. 2 Limited Partnership, elle s'occupe de près de 3 870 hectares de forêt. Elle applique des pratiques respectueuses des écosystèmes pour préserver la biodiversité, stocker du carbone, stimuler l'industrie des loisirs et créer des emplois dans le domaine forestier. La prise de décisions et les retombées demeurent dans la collectivité, ce qui a pour effet de protéger la forêt de l'exploitation extérieure tout en favorisant un modèle économique et écologique durable.

<https://www.cortesforestrypartnership.com/>



## GALIANO CONSERVANCY ASSOCIATION

### ÎLE GALIANO, COLOMBIE-BRITANNIQUE

La Galiano Conservancy Association, sur l'île Galiano, montre que les initiatives communautaires de préservation de la biodiversité renforcent la résilience environnementale en milieu rural. L'organisme, qui mène des projets de restauration écologique à long terme dans des forêts, des milieux humides et des voies navigables meurtris par l'exploitation forestière et les pressions d'aménagement, travaille à reconstruire la diversité forestière indigène, à améliorer la santé des bassins versants et à restaurer les habitats de la faune et des pollinisateurs. Par des projets de restauration sur des terres protégées, l'initiative autochtone Restoring the Balance et des programmes d'autointendance s'adressant aux propriétaires fonciers, les acteurs locaux mobilisent des solutions fondées sur la nature pour renforcer la connectivité des habitats, favoriser le rétablissement des espèces et accroître la résilience des écosystèmes face aux changements climatiques. Tous ces efforts s'arriment aux valeurs culturelles et écologiques qui façonnent l'identité de la communauté.

<https://galianoconservancy.ca/>

## SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

Dans les milieux autochtones comme allochtones, les systèmes alimentaires offrent un point de départ tangible pour renforcer la durabilité écologique. Les répondants ont établi un lien direct entre la vitalité des écosystèmes locaux et la qualité et l'accessibilité des denrées. Dans le Nord, les saisons de végétation courtes et les températures froides encouragent l'investissement dans des serres et jardins communautaires alimentés par des énergies renouvelables. De telles initiatives aident à réduire la dépendance aux aliments importés et à stimuler la résilience locale. La souveraineté alimentaire est un thème qui résonne beaucoup chez les communautés autochtones, où la culture et la récolte locales sont à la fois des stratégies d'adaptation pragmatiques et des gestes d'autodétermination. Les initiatives qui associent énergie renouvelable et agriculture (serres chauffées à l'énergie solaire, systèmes agrivoltaïques...) font la preuve du potentiel de consolidation mutuelle des dimensions environnementale, culturelle et sanitaire. La réhabilitation de pratiques alimentaires traditionnelles, comme l'élevage du bison ou la culture de plantes médicinales, contribue à la préservation de la culture et à l'adaptation climatique. L'éducation et la transmission intergénérationnelle des connaissances étaient essentielles pour toutes les collectivités interrogées. Plusieurs étaient catégoriques : en faisant redécouvrir le terroir aux jeunes, on favorise la conscience écologique et le bien-être collectif. En Ontario et au Canada atlantique, les réseaux alimentaires locaux, les programmes de récolte et les jardins communautaires sont considérés comme essentiels pour réduire le gaspillage alimentaire et renforcer les liens sociaux. Les systèmes alimentaires sont des piliers de l'intendance environnementale, de la résilience économique locale et du bien-être communautaire.



## VULNÉRABILITÉ ET ADAPTATION CLIMATIQUES

Les effets des changements climatiques se font déjà sentir dans les régions rurales et éloignées, où l'on observe une variabilité accrue des températures, des précipitations et des phénomènes météorologiques extrêmes. Pannes de courant, gel des infrastructures, saisons imprévisibles, inondations, érosion des rives, tempêtes violentes : les répondants ont exprimé un sentiment d'urgence croissant, ces phénomènes leur confirmant que l'adaptation n'est plus une option, mais bien une obligation. Les stratégies déployées sont plutôt diversifiées. Certaines municipalités cherchent par exemple à renforcer leur autonomie énergétique au moyen de microréseaux et de systèmes d'appoint pour les longues pannes. Cette capacité à adapter l'approche aux besoins de chaque collectivité ou région renforce encore davantage la résilience climatique.



## VERS UNE RÉSILIENCE ENVIRONNEMENTALE ET CLIMATIQUE

Dans toutes les régions, la quête de résilience environnementale est indissociable de la quête de justice. En réagissant aux changements climatiques, les collectivités redéfinissent leur relation au territoire, aux ressources et à la gouvernance. La protection de l'environnement est comprise à la fois comme une

stratégie de survie et comme un impératif moral fondé sur le respect du lieu et la responsabilité envers les générations futures. Ainsi, la résilience climatique s'enracine profondément dans les décisions et les valeurs culturelles locales. Les communautés autochtones offrent un précieux modèle d'intendance intégrée, dans lequel la durabilité est étroitement liée à l'autodétermination. Partout, les initiatives locales – de fiducies foncières, de systèmes alimentaires, de protection des habitats et autres – démontrent que l'action collective peut générer des retombées environnementales et sociales significatives. Ensemble, ces perspectives renforcent l'idée que la transition vers la carboneutralité doit s'appuyer sur une vision holistique de la résilience écologique, culturelle et communautaire.

## COUCHICHIING CONSERVANCY

### LAC COUCHICHIING, ONTARIO

La Couchiching Conservancy œuvre à la résilience environnementale, sous forme d'un mouvement citoyen de protection des terres importantes pour la capacité des écosystèmes à s'adapter aux changements climatiques. Veillant sur plus de 13 000 acres de forêts, de milieux humides et de prairies, elle préserve des systèmes naturels qui réduisent les risques d'inondation, stockent du carbone, favorisent la biodiversité et protègent les collectivités contre les extrêmes climatiques. Son modèle de fiducie foncière, géré localement, montre qu'une intendance à long terme fondée sur le respect du territoire et la responsabilité intergénérationnelle renforce la résilience non seulement des écosystèmes, mais aussi des communautés qui en dépendent. C'est là la preuve que la lutte climatique et la justice environnementale sont indissociables du leadership et de l'intendance territoriale à l'échelle locale.

<https://couchichingconserv.ca/>

# GOUVERNANCE, POLITIQUES ET PARTENARIATS



## PROBLÈMES

Manque d'effectif pour la quantité de tâches

Programmes de financement complexes à court terme

Lourdes exigences redditionnelles et bureaucratiques

Politiques déconnectées des réalités des milieux ruraux et éloignés

Délais réglementaires trop longs

Manque de confiance envers les institutions

## POSSIBILITÉS

Collaboration régionale et services partagés

Partenariats entre municipalités et communautés autochtones

Modèles de financement flexible à long terme

Projets gérés par les collectivités et les communautés autochtones

Partenariats de développement des connaissances et des capacités

Recours à la gouvernance comme outil d'autodétermination

## EXEMPLES

### **Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités**

Options de financement flexibles pour le développement des capacités dans les milieux ruraux, éloignés et autochtones.

Cette section aborde l'influence du leadership, des modes de financement et de la collaboration intergouvernementale sur la lutte climatique locale. Les cadres de gouvernance et les politiques permettent aux collectivités de planifier, de financer et de coordonner leurs initiatives, tandis que les partenariats comblent les manques de ressources et propulsent les projets. Si les répondants ont rapporté que les systèmes sont souvent sous-financés, fragmentés et incohérents, ils ont aussi souligné



## GOUVERNEMENTS ET POLITIQUES

Le leadership local est essentiel pour faire progresser les objectifs climatiques et énergétiques. Malheureusement, les capacités limitées, l'instabilité du financement et l'inadéquation des politiques font entrave à la gouvernance dans les collectivités rurales, éloignées et autochtones, qui dépendent en bonne proportion d'équipes non spécialisées d'une ou deux personnes. Le roulement dans la direction et le personnel nuit également à la continuité et à l'accumulation du savoir institutionnel. En l'absence d'un effectif stable, de responsabilités définies et de cadres décisionnels cohérents, beaucoup d'initiatives s'essoufflent à l'exécution.

Cette situation est exacerbée par les mécanismes de financement. Les subventions concurrentielles à court terme dont dépendent les collectivités requièrent du financement de contrepartie et un lourd travail administratif, tandis que les modèles de remboursement, les critères d'admissibilité changeants et les directives incohérentes créent de l'incertitude et limitent la participation. Entre les processus de demande, la reddition de comptes et les exigences de conformité, les occasions manquées et les retards de projets se multiplient.

De plus, le désalignement entre les ordres de gouvernement engendre des contraintes supplémentaires. Les politiques pensées pour les milieux urbains et méridionaux, les pouvoirs de dérogation provinciaux et les priorités changeantes créent des entraves procédurales et financières, sans compter que la girouette politique et la mésinformation minent la confiance, découragent l'investissement et affaiblissent la planification à long terme.

Malgré ces obstacles, les collectivités estiment que la gouvernance peut être un levier d'autonomisation lorsqu'elle repose sur l'autonomie locale, la collaboration et la transparence. Par exemple, la planification énergétique renforce la cohésion, l'autodétermination et la résilience. Un leadership stable, une capacité adéquate et des politiques adaptées au contexte local sont essentiels pour assurer une gestion climatique et énergétique stratégique et soutenue plutôt que menée au gré des pressions externes.



## PARTENARIATS ET RÉSEAUX

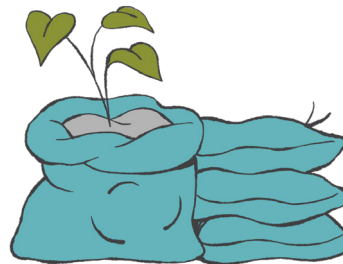
Les partenariats sont cruciaux pour contrer l'isolement et les problèmes de capacité, particulièrement dans les collectivités à la taille ou aux moyens modestes. La collaboration avec des organismes régionaux, des services publics, des municipalités ou d'autres partenaires communautaires facilite la mise en commun du savoir-faire, du financement et de la capacité de déploiement. Les répondants ont aussi souligné que l'action collective, sous forme de réseaux structurés ou de collaborations informelles, amplifie les effets positifs en mutualisant les ressources et en harmonisant les initiatives.

Le groupe estimait qu'il était plus efficace et plus rentable de regrouper plusieurs collectivités sous un même service coordonné pour des besoins comme la gestion des déchets, le transport, l'énergie ou la planification climatique. La coordination entre municipalités, organismes de bassins versants et réseaux de Premières Nations permet de faire usage d'infrastructures existantes plutôt que de dupliquer les systèmes.

Par ailleurs, lorsqu'il est question de coordination régionale, les municipalités cherchent de plus en plus à collaborer avec les communautés autochtones pour faire progresser leurs objectifs communs de développement durable. Les répondants ont fait valoir que ces partenariats favorisent le partage des coûts, le renforcement des capacités et la prise de décision plus inclusive, notamment en matière d'énergie renouvelable, d'infrastructures, de transport collectif et d'intendance environnementale.

Le leadership et les connaissances autochtones ont été reconnus comme essentiels à l'efficacité de la collaboration dans une optique de partage équitable des bénéfices, de prise de décision conjointe et de gestion durable. Les partenariats ont aussi été identifiés comme outil d'éducation et de renforcement des capacités. En effet, la collaboration avec les organisations autochtones, les réseaux intercommunautaires et les établissements d'enseignement encourage l'échange de connaissances et favorise l'innovation locale.

En parallèle, les répondants ont mis en avant l'impératif de bien définir les responsabilités, les pouvoirs et la transmission d'information pour éviter que ces partenariats perpétuent les traditionnels déséquilibres de pouvoir. Une collaboration durable et efficace repose sur la transparence, la communication claire et le partage de la responsabilité; la réciprocité et la confiance sont fondamentales.



## FINANCEMENT ET INCITATIFS

L'accessibilité financière était une préoccupation majeure pour les particuliers comme pour les organisations. Les répondants ont soutenu que les mécanismes de financement sont souvent difficiles d'accès, tant pour les fonctionnaires que pour les membres du public, et que l'information est souvent nébuleuse. Plusieurs ont dit dépendre de subventions concurrentielles à court terme, qui exigent un financement de contrepartie, une reddition de comptes astreignante et une expertise technique importante – autant d'obstacles pour les petites administrations et les organismes communautaires. Les demandeurs doivent composer avec des plateformes en ligne qui requièrent un haut niveau de littératie numérique, parfois sans personnel dédié, en plus de recevoir des renseignements contradictoires. Ces obstacles et fardeaux administratifs nuisent aux capacités locales et limitent la participation.

La rareté du financement est le reflet des inégalités structurelles dans la distribution des ressources. L'assiette fiscale des milieux ruraux et éloignés est limitée, ce qui rend le financement externe indispensable. Pour les populations autochtones et marginalisées, l'inaccessibilité du financement s'inscrit dans des dynamiques systémiques d'exclusion et de manque d'autonomie décisionnelle. Pour rectifier la situation, les répondants ont suggéré de simplifier les

processus de demande, d'élargir les tranches de revenu, d'allonger les délais, et d'offrir un soutien administratif dédié. L'investissement à long terme dans les capacités locales, plutôt que le financement de projets ponctuels, est essentiel pour renforcer l'autonomie énergétique et l'autodétermination.

Les collectivités qui ont accès à des mécanismes de financement flexibles, ininterrompus et harmonisés avec les priorités locales réussissent mieux dans leurs projets d'énergie et de logement. En effet, la prévisibilité améliore la planification stratégique, la rétention du personnel et la collaboration, ce qui permet aux collectivités de s'extraire des cycles de financement à court terme afin d'opérer des transformations durables. Pour une action climatique locale efficace et tenace, il faut un financement stable, équitable et accessible.

## FONDS MUNICIPAL VERT DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS

Reconnaissant les limitations des petites collectivités et des communautés nordiques ou autochtones, le Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités a revu son approche de financement pour rendre plus accessible l'appui aux projets en phase préliminaire. Le programme permet désormais aux nouveaux demandeurs issus de ces communautés de recevoir une aide couvrant jusqu'à 100 % des coûts admissibles pour les plans, études et projets pilotes, palliant ainsi le personnel limité, l'expertise restreinte et le manque de ressources locales. Dans certains cas, la Fédération prévoit aussi des plafonds de financement plus élevés pour les communautés admissibles nordiques, autochtones et de moins de 10 000 habitants.



# SAVOIR, CULTURE ET CAPACITÉ



## PROBLÈMES

Méconnaissance des technologies énergétiques et carboneutres

Inaccessibilité des connaissances techniques

Expertise locale limitée pour la réalisation de projets

Manque de financement pour l'éducation et la sensibilisation

Méfiance culturelle envers les systèmes inconnus

## POSSIBILITÉS

Apprentissage pratique dans la collectivité (ateliers, démonstrations)

Mise en lumière des avantages (économies, confort)

Apprentissage par les pairs et mentorat

Mobilisation des jeunes dans le secteur de l'énergie propre

Double regard (combinaison des savoirs autochtones et occidentaux)

Formation pour favoriser le contrôle local à long terme

## EXEMPLES

### **Programme 20/20 Catalysts d'Indigenous Clean Energy**

Développement de l'expertise locale en matière d'énergie propre pour soutenir les capacités et le leadership autochtones à long terme.

### **Projet de jardins culturels d'Alnwick (N.-B.)**

Lieu de savoir traditionnel, d'héritage culturel et d'apprentissage pratique pensé pour accompagner les collectivités dans le développement durable.

Le savoir, la culture et la capacité sont à la base de toute action locale vers la carboneutralité. D'après les collectivités, tout changement durable repose sur la compréhension, les valeurs et la préparation à agir. Cette section examine comment l'éducation, les attitudes sociales et les capacités locales influencent la sensibilisation, la motivation et la capacité à passer à l'action. Elle explore également le rôle des connaissances autochtones et traditionnelles dans l'élaboration d'approches holistiques durables en matière d'énergie et d'environnement.



## ÉDUCATION ET SENSIBILISATION

La sensibilisation et l'éducation sont perçues comme des conditions essentielles à la mobilisation. De nombreuses collectivités souhaitent en savoir plus sur le fonctionnement des systèmes énergétiques et les façons de réduire la consommation énergétique individuelle et collective afin de faire des choix éclairés. Toutefois, d'importantes lacunes subsistent : méconnaissance des changements climatiques ou des énergies renouvelables, manque d'expertise technique pour planifier et mettre en œuvre des projets, ou encore difficulté pour les particuliers à déterminer par où commencer. Beaucoup de collectivités affichent un taux de sensibilisation très bas, et les gens ne savent pas toujours comment appliquer les concepts comme la carboneutralité dans leur contexte local.

Les collectivités ont insisté sur l'importance d'une éducation pratique ancrée dans les réalités locales. Le jargon technique ou politique tend à « élitiser » la lutte climatique. Beaucoup privilégient l'apprentissage par le concret, comme des ateliers et démonstrations accompagnés de supports visuels montrant des exemples locaux ou des économies réelles. L'enseignement de la relation entre les retombées environnementales et les avantages pour l'économie ou

la santé est jugé particulièrement efficace. En milieu rural, la présentation des bénéfices tangibles, comme les économies d'énergie, l'amélioration du confort des logements et la création d'emplois locaux, est souvent plus convaincante que les arguments purement climatiques.

Dans les communautés autochtones, les jeunes préfèrent l'apprentissage interactif et pratique, notamment au moyen de projets d'énergie renouvelable dans les écoles et de programmes de formation locaux. Les Aînés préfèrent les ateliers qui combinent tradition et pratiques contemporaines pour créer des occasions d'échange intergénérationnel. Des répondants ont aussi souligné l'importance d'intégrer les savoirs traditionnels, le double regard et les principes d'intendance durable dans l'enseignement et la prise de décision.

## LA VISION À DEUX YEUX

Le concept du double regard nous vient de l'Aîné Mi'kmaw Albert Marshall. Il consiste à apprendre à voir, d'un œil, avec les forces des systèmes de connaissances et du savoir autochtones et, de l'autre œil, avec les forces des systèmes de connaissances et du savoir occidentaux, pour ensuite combiner les deux approches.

**(Bartlett, et al., 2012, p. 335).**

Les collectivités ont également insisté sur l'importance d'une communication en continu pour que les membres puissent suivre les progrès et comprendre comment contribuer. Une

communication claire, transparente et fiable : voilà qui est essentiel pour contrer la mésinformation, la confusion et le scepticisme ainsi que pour renforcer la confiance et l'élan citoyen. En outre, le manque de personnel et de financement limite la capacité à offrir des occasions de formation et de consultation de manière stable. Si les consultants externes ou les initiatives de courte durée peuvent offrir un soutien ponctuel, ils créent rarement une expertise durable. Pour les collectivités, il est donc tout aussi crucial de financer la formation et l'apprentissage par les pairs que les infrastructures afin de créer des acquis durables qui ne dépendent pas de ressources externes.



## CULTURE ET VALEURS

Les croyances culturelles et les normes sociales influencent fortement la manière dont les changements sont perçus et adoptés. Certaines collectivités ont par exemple un attachement profond aux modes de vie traditionnels, comme le chauffage au bois. Plus qu'une solution pratique, ces habitudes sont une continuité culturelle. Dans ce contexte, les nouvelles technologies ou façons de faire peuvent être déroutantes ou sembler risquées. C'est pourquoi il est essentiel d'en démontrer la fiabilité et la compatibilité avec les traditions.

Plusieurs collectivités font état d'une évolution graduelle des attitudes sociales vers une plus grande sensibilisation environnementale. Les jeunes générations sont plus ouvertes aux nouvelles approches, mais les autres demeurent sceptiques ou incertaines. Certaines personnes remettent en question la pertinence des initiatives de réduction des émissions, qu'elles perçoivent comme des priorités urbaines, politisées ou déconnectées des réalités locales et des besoins immédiats (comme le logement, l'emploi ou la sécurité alimentaire). Un sentiment de fatigue ou de découragement est également fréquent : les gens

ont l'impression que leurs gestes ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des problèmes mondiaux. Ces questionnements et enjeux reviennent dans les collectivités de toute taille, d'où l'importance de présenter la lutte climatique comme un effort collectif où chaque pierre apportée à l'édifice compte. En parallèle, de nombreuses collectivités favorisent les enseignements culturels qui misent sur la responsabilité envers la terre et le bien-être collectif. Les perspectives autochtones, comme la planification pour les générations futures et l'intégration des connaissances traditionnelles dans la science

## INITIATIVE ALDERVILLE BLACK OAK SAVANNA

### PREMIÈRE NATION D'ALDERVILLE, ONTARIO

L'initiative Alderville Black Oak Savanna, menée par la Première Nation d'Alderville, montre qu'un leadership autochtone ancré dans les enseignements culturels favorise une action climatique et un développement durable s'inscrivant dans le respect des valeurs de la communauté. Elle vise à restaurer d'anciennes terres agricoles en savanes à herbes hautes et à chênes des teinturiers grâce aux pratiques écologiques autochtones et à la science moderne. Les nouveaux habitats ainsi créés favorisent les espèces indigènes et agissent comme importants puits de carbone : chaque acre capte environ 1,7 tonne de CO<sub>2</sub> par année, en le stockant dans les racines profondes et les sols. L'initiative est portée par des gardiens du savoir et du territoire, dont l'engagement à l'égard de la terre, de la culture des plantes traditionnelles (notamment par l'entremise de la pépinière de plantes indigènes Mitigomin) et de l'éducation rend la lutte climatique plus tangible et culturellement signifiante.

<https://www.alderillesavanna.ca/>

moderne, sont cruciales pour assurer des décisions durables. Les répondants ont souligné que, lorsque le savoir traditionnel est remis au profit de priorités économiques à court terme ou d'agendas externes, ce sont et la continuité culturelle et les résultats environnementaux qui en pâtissent. À l'inverse, lorsque l'intendance du territoire, la souveraineté alimentaire et la revitalisation culturelle sont au cœur des démarches, l'action climatique et énergétique gagne en légitimité et s'harmonise naturellement avec les valeurs de la communauté.

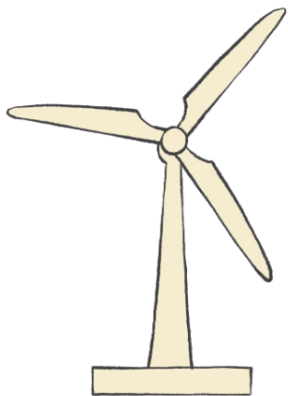
Lorsqu'elle est reconnue et respectée, la culture a le pouvoir de stimuler l'adaptation et la collaboration intergénérationnelles. Plusieurs collectivités ont noté que les changements étaient les plus efficaces lorsqu'ils étaient portés par des voix locales crédibles, illustrés par des expériences vécues, et présentés sous l'angle de valeurs communes – protection de la terre, de l'eau, de la santé et des générations futures – plutôt que sous celui de cibles abstraites ou d'obligations technologiques. Toutefois, un manque de capacité, des priorités contradictoires ou un leadership instable peuvent limiter la mise en œuvre, même lorsque les fondements culturels sont solides.

## PROJET DE JARDINS CULTURELS D'ALNWICK

### NOUVEAU-BRUNSWICK

Le projet de jardins culturels d'Alnwick conjugue lutte climatique et préservation du patrimoine pour montrer que la protection de l'environnement et la tradition sont compatibles. Une fois terminé, il comprendra un jardin communautaire, un site de compostage et une cuisine d'été acadienne dotée d'un système d'alimentation carboneutre. Les différentes générations pourront s'y réunir pour échanger des connaissances culturelles et s'informer sur les pratiques durables, comme la production alimentaire locale ou l'efficacité énergétique des bâtiments. En valorisant les modes de vie traditionnels, l'intendance et la solidarité, le projet renforce la confiance et l'identité communautaire pour mettre en avant l'importance et l'accessibilité de l'action climatique.





## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LOCALES

Ce sont les capacités locales qui permettent de traduire les connaissances et la motivation en actions. Nombre de répondants ont dit que leur collectivité était informée et motivée, mais freinée par un manque d'effectif ou d'expertise, ou par un leadership déjà surchargé. L'absence de personnel de soutien dédié au climat ou à l'énergie complique également la gestion des aspects techniques, administratifs et financiers des projets.

Renforcer la capacité ne se limite pas à augmenter l'effectif; il s'agit aussi de former les citoyens, d'offrir du mentorat et de créer des occasions pour les jeunes d'acquérir des compétences utiles. Lorsque les collectivités disposent des outils et des connaissances nécessaires, elles sont plus enclines à s'approprier les projets et à les maintenir dans le temps, ce qui renforce la confiance, la responsabilisation et la durabilité à long terme.

Dans les communautés autochtones, le renforcement des capacités est indissociable de l'autodétermination. L'établissement d'une expertise locale permet d'exercer un meilleur contrôle sur les décisions et de déployer des projets qui reflètent les priorités communautaires. On note en outre que, si l'appui technique externe peut être utile, les investissements durables dans la communauté (formation, éducation, développement du leadership) demeurent essentiels pour assurer autonomie et résilience.

## PROGRAMME 20/20 CATALYSTS D'INDIGENOUS CLEAN ENERGY

Le programme 20/20 Catalysts d'Indigenous Clean Energy renforce l'autodétermination autochtone en développant le leadership local en matière d'énergie propre. Par le mentorat, la formation et l'apprentissage pratique, les participants acquièrent les compétences nécessaires pour planifier et mettre en œuvre des projets énergétiques correspondant aux priorités locales. En misant sur l'investissement dans les gens, et pas que dans des solutions strictement techniques, le programme outille les collectivités pour prendre des décisions éclairées, consolider leurs capacités et déployer des initiatives énergétiques durables en cohérence avec leurs valeurs et objectifs.

# BIEN-ÊTRE, EQUITE ET INCLUSION



## PROBLÈMES

Précarité énergétique et coûts de la vie croissants

Coûts initiaux inabornables pour les ménages à faible revenu

Risques pour la santé liés à la qualité du logement et aux pannes de courant

Participation inégale et fragmentation de la communauté

Inégalités perçues dans la répartition des coûts

## POSSIBILITÉS

Action climatique visant aussi la santé, le confort et l'abordabilité

Utilisation d'espaces communautaires comme carrefours de consultation et de mobilisation

Programmes d'apprentissage par les pairs favorisant la relation de confiance

Initiatives alimentaires conjuguant santé et culture

Élargissement de l'accès et simplification des programmes

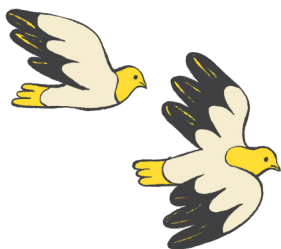
Contrôle local de l'énergie, des denrées alimentaires et de l'eau

## EXEMPLES

### **Programme Climate Concierge de Climate Network Lanark (Ontario)**

Programme communautaire dirigé par des membres de la collectivité favorisant la confiance, la participation et la sensibilisation au climat.

Cette section s'intéresse au rôle de la vie communautaire, de l'équité, de l'inclusion et du bien-être quotidien dans la volonté et la capacité des collectivités rurales, éloignées ou autochtones à atteindre la carboneutralité. Elle résume les propos des répondants au sujet du tissu social, de l'équité, de la santé et des systèmes alimentaires ainsi que les façons dont ces facteurs influencent la capacité à opérer des changements. Les relations, la confiance et la sécurité fondamentale sont indissociables d'une transition juste. Dans les communautés autochtones, ces dynamiques sont aussi étroitement liées à l'autodétermination, aux pratiques ancrées dans le territoire et à un passé marqué par le sous-investissement et le contrôle externe.



## COMMUNAUTÉ

Les répondants ont exprimé un attachement profond aux lieux de rassemblement locaux – ces endroits où « tout le monde se retrouve », comme les centres communautaires, arénas, complexes sportifs, bibliothèques, gymnases, parcs de planche à roulettes, plages et sentiers en forêt. Les activités sociales régulières, comme les sports, les cours de mise en forme, les événements culturels, les festivals, les repas-partage, les soirées musique ou bingo et les événements familiaux, sont considérées comme essentielles au tissu social. Parallèlement, plusieurs collectivités ont dit vivre des enjeux liés à la fragmentation et à une participation inégale. L'éloignement géographique, les divisions locales et les difficultés à réunir les gens limitent la portée des initiatives. Les problèmes d'horaire, de transport et de communication font que certaines personnes ne sont pas mises au courant des projets ou manquent d'occasions de donner leur avis. Dans ce contexte, la présence – ou l'absence – de « champions communautaires » devient particulièrement importante. Deux types de champions ont été identifiés : ceux qui donnent l'exemple et partagent leur expérience avec leurs pairs, et ceux qui promeuvent ou font avancer des projets énergétiques ou climatiques dans leur bande ou leur municipalité. Il existe aussi différents modèles de projets qui permettent aux gens d'apprendre ensemble et de s'entraider dans le cadre d'initiatives de réfection ou d'énergie. La collaboration serait donc fort efficace pour développer la confiance.

Dans les collectivités autochtones, la notion de communauté est intimement liée au territoire, à la

## PROGRAMME CLIMATE CONCIERGE DE CLIMATE NETWORK LANARK

### COMTÉ DE LANARK, ONTARIO

Le programme Climate Concierge, dans le comté de Lanark, montre que la communauté et l'apprentissage par les pairs peuvent renforcer la participation et la confiance dans les initiatives climatiques et énergétiques. En réunissant de petits groupes dans des lieux familiers, le programme crée des occasions d'apprendre ensemble, de partager des expériences vécues et de s'épauler dans la prise de décisions concernant les rénovations et l'énergie. Les participants jouent le rôle de champions communautaires : ils donnent l'exemple, normalisent l'action et comblent les écarts d'information et d'accès. Cette approche s'attaque directement à la fragmentation et à la participation inégale en ancrant l'action climatique dans le tissu social, l'apprentissage collectif et un leadership local digne de confiance.

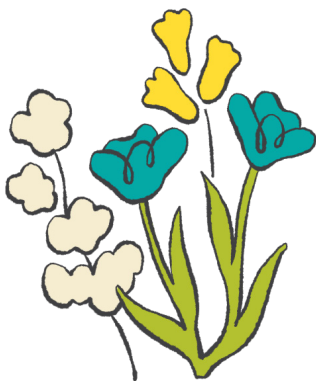
<https://www.climatenetworklanark.ca/climate-concierge>

culture et à la gouvernance. Les lieux les plus appréciés sont souvent des sites culturels, des forêts, des plans d'eau ou des sentiers décrits comme paisibles et spirituels, idéaux pour se recentrer, cimenter son identité et faire des apprentissages. Ainsi, les projets carboneutres sont évalués non seulement sur leurs

mérites techniques ou économiques, mais aussi sur leur cohérence avec les lois, la langue et la vision à long terme de la communauté.

La recherche d'autonomie est un thème qui revient fréquemment. Le contrôle local des systèmes alimentaires, de l'eau et de l'énergie est jugé essentiel à la durabilité, ce qui s'apparente aussi à la souveraineté et à l'autodétermination dans les communautés autochtones. Dans toutes les collectivités, la recherche d'autonomie s'exprime comme la volonté de réduire la dépendance d'entités externes et de renforcer les capacités décisionnelles locales.

La confiance envers les têtes dirigeantes et les institutions est un autre sujet récurrent. Certaines personnes ont dit faire confiance au personnel et aux conseils municipaux qui « vont dans la même direction » que la population, soutiennent les initiatives de durabilité et appuient clairement les programmes climatiques. D'autres ressentent au contraire de la méfiance ou de la frustration à l'égard des administrations, entreprises ou gouvernements locaux, parce que les bénéfices annoncés ne se sont pas matérialisés ou que les décisions n'étaient pas assez transparentes. On note un scepticisme à l'endroit des gouvernements, des services publics et des entreprises dont les décisions se répercutent sur le bien-être de la communauté. Ces dynamiques influencent fortement la perception des initiatives de carboneutralité, et par conséquent, la volonté d'y participer.



## ÉQUITÉ ET INCLUSION

Les préoccupations d'équité et d'inclusion influencent la perception des risques et des possibilités associés à la transition vers la carboneutralité. Les répondants

ont évoqué le revenu, l'admissibilité et l'accès comme principaux obstacles. Bien que plusieurs programmes existent, l'accès à ceux-ci est souvent compliqué par des seuils de revenu contraignants, des délais trop brefs ou des modalités de demande complexes. Les répondants ont parlé d'assurer une justice « pour les personnes qui en ont le plus besoin », d'élargir les critères d'admissibilité et de simplifier l'accès aux ressources. La précarité économique est aussi une préoccupation majeure : la hausse des coûts de l'énergie, les loyers élevés et le prix des aliments sains forcent parfois des choix difficiles entre deux besoins essentiels. Les personnes âgées isolées, les veuves vivant de leur pension de retraite et les locataires de logements sociaux sont particulièrement vulnérables à la précarité énergétique et à l'insécurité résidentielle. Les municipalités et communautés craignent en outre que les coûts initiaux des changements durables empêchent bien des gens de participer, même s'ils en avaient la volonté. Les politiques climatiques et énergétiques qui ne tiennent pas compte de ces contraintes risquent donc d'accentuer les inégalités. Certaines personnes ont aussi mentionné des clivages socioéconomiques et un sentiment d'injustice quant à la répartition des responsabilités. Dans certaines localités, on estime que c'est un petit nombre d'habitants particulièrement fortunés qui produisent le plus d'émissions par leur grand train de vie, tandis que les autres peinent à joindre les deux bouts. Cette perception démotive les personnes qui doutent déjà de l'utilité de leurs efforts individuels.

Les répondants ont dit avoir l'impression que les gouvernements locaux et les organismes externes fonctionnent parfois de manière opaque ou injuste. Les ententes énergétiques ou avec les services publics sont souvent perçues comme à l'avantage d'acteurs externes plutôt que des collectivités. Il y aurait ainsi lieu de revoir les échéanciers, les modalités de paiement et les modes de gouvernance. La méfiance s'étend également aux entreprises privées : des actions telles que le retrait de bornes de recharge, la non-indexation des paiements ou la retenue de redevances anticipées nourrissent l'impression qu'elles ne se soucient pas réellement du bien-être de la communauté.



## SANTÉ ET ALIMENTATION

Les citoyens ont beaucoup parlé de santé et d'alimentation, estimant que ces deux aspects fondamentaux du bien-être doivent être pleinement intégrés aux stratégies de carboneutralité. Les sujets des changements climatiques, de la fiabilité énergétique, des conditions de logement et des systèmes alimentaires ont tous été abordés sous l'angle de la santé physique et mentale. La fiabilité énergétique en particulier se répercute directement sur la santé. Par exemple, les personnes qui dépendent d'appareils médicaux pour dormir ont dit avoir passé plusieurs nuits blanches lors de pannes de courant et avoir dû se réfugier dans leur véhicule en marche en l'absence de génératrices. Les phénomènes météorologiques extrêmes bousculent de plus en plus le climat et la santé, ce qui en fait des préoccupations constantes. Les répondants ont évoqué la nécessité d'ouvrir des centres de rafraîchissement l'été pour les personnes sans climatisation ou en situation d'itinérance. Enfin, dans les collectivités éloignées où les options de transport sont limitées, les tempêtes violentes peuvent retarder les interventions d'urgence et entraver l'accès aux soins, à la nourriture et aux autres biens essentiels.

La qualité du logement est aussi étroitement liée à la santé. Les collectivités s'inquiètent de la moisissure, de l'isolation déficiente et des matériaux de construction, qui peuvent causer des problèmes respiratoires tels que l'asthme. Ainsi, les initiatives de rénovation et d'amélioration des environnements intérieurs sont perçues comme des stratégies pour améliorer la qualité de vie et favoriser la santé collective. Les systèmes alimentaires ont aussi beaucoup fait parler. Les collectivités aimeraient voir plus de jardins

communautaires, de serres, d'élevages, de marchés locaux et de projets de compostage pour augmenter l'accès à des produits « frais et locaux toute l'année ». Ces projets favorisent l'alimentation saine, la réduction des coûts et le renforcement des économies locales.

Dans les communautés autochtones, la souveraineté alimentaire est particulièrement importante. Les initiatives alimentaires y sont des outils à la fois de santé et d'autonomisation. Sont ressortis des projets de toutes sortes : serres scolaires, agriculture et élevage locaux, production de tabac et de plantes médicinales traditionnelles, agrivoltaïsme pour l'apiculture et l'aviculture... Ces initiatives visent à nourrir les communautés, à favoriser l'apprentissage intergénérationnel et à réduire la dépendance de systèmes alimentaires externes vulnérables aux aléas climatiques et aux fluctuations du marché. La souveraineté alimentaire est en outre liée à la relation au territoire et à la revitalisation culturelle, d'où l'importance de conjuguer savoirs traditionnels et technologies modernes.

# PRINCIPALES RECOMMANDATIONS AUX DÉCISIONNAIRES

---

1

## REPENSER LE FINANCEMENT ET LES PROGRAMMES POUR FAVORISER LA CAPACITÉ LOCALE À LONG TERME

Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient délaisser les modèles de financement ponctuels, concurrentiels et exigeant un remboursement au profit d'investissements pluriannuels prévisibles, lesquels favorisent la dotation en personnel, l'administration et l'expertise locale. La simplification des exigences de demande et de reddition de comptes ainsi que le financement parallèle des activités essentielles et des projets d'infrastructures contribueraient à lever les obstacles structurels qui minent la capacité des collectivités rurales, éloignées et autochtones à participer aux initiatives climatiques et énergétiques.

---

2

## FAVORISER LA PROPRIÉTÉ COMMUNAUTAIRE ET AU- TOCHTONE AU MOYEN DE POLITIQUES ET D'OUTILS DE FINANCEMENT CIBLÉS

Les gouvernements doivent repenser leurs politiques, garanties de prêt et mécanismes financiers de sorte à favoriser la propriété communautaire et autochtone des projets d'énergie renouvelable, de logement et d'infrastructures. Il faut réduire les délais réglementaires, changer les règles d'approvisionnement qui privilégient les grands promoteurs, et appuyer des mécanismes de financement proposés par les Autochtones ainsi que des modèles de partage des revenus qui assureront aux collectivités des retombées économiques et sociales durables.

3

## SOUTENIR LES APPROCHES INTÉGRÉES ET ANCRÉES DANS LES RÉALITÉS LOCALES QUI FONT AVANCER PLUSIEURS OBJECTIFS

Les programmes fédéraux et provinciaux devraient être conçus pour appuyer explicitement les projets qui génèrent des cobénéfices dans les domaines de l'énergie, du logement, du transport, des systèmes alimentaires, de la santé et de la résilience climatique. En plus d'augmenter l'efficacité des investissements publics, la flexibilité de travailler sur plusieurs priorités à la fois démontre une meilleure adéquation aux réalités des milieux ruraux, éloignés et autochtones.

---

4

## INVESTIR DANS LA COORDINATION RÉGIONALE ET LES PARTENARIATS ENTRE MUNICIPALITÉS ET COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Les ordres de gouvernement supérieurs devraient financer et structurer des mécanismes de coordination régionale, des modèles de services partagés et des partenariats entre municipalités et communautés autochtones afin de réduire la fragmentation et de renforcer la capacité de mise en œuvre. Il est indispensable de définir des cadres d'autorité, de prise de décision et de responsabilisation transparents pour s'assurer que ces collaborations renforcent l'équité, respectent la gouvernance autochtone et produisent des résultats efficaces et reproductibles à différentes échelles.

---

5

## FINANCER L'ÉDUCATION, LA FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE TALENTS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS

Les administrations fédérale et provinciales devraient investir dans des activités d'éducation communautaire, d'apprentissage par les pairs et de développement de talent adaptées aux contextes locaux et aux besoins en main-d'œuvre régionaux. Le soutien aux champions communautaires, aux gardiens du savoir autochtones et aux programmes de formation locaux est crucial pour bâtir la confiance, contrer la désinformation et permettre aux collectivités de concevoir, de mettre en œuvre et d'entretenir des solutions carboneutres durables.

# CONCLUSION

Ce rapport montre que, dans les collectivités rurales, éloignées et autochtones, le projet de carboneutralité doit aller au-delà des nouvelles technologies et des cibles de réduction des émissions. Le processus doit être relationnel, profondément ancré dans les réalités locales, et guidé par les principes d'équité. Il doit tenir compte des expériences vécues, du rapport au territoire et de la capacité d'agir des gens de ces milieux. Dans l'ensemble des collectivités consultées, la transition climatique et énergétique était déjà en cours, portée par les connaissances locales, l'intendance du territoire et l'innovation, mais elle était freinée par des obstacles structurels qui limitent l'ampleur, la rapidité et la durabilité des avancées.

Ainsi, pour réaliser des progrès durables, il faudra d'abord reconnaître les liens étroits entre énergie, logement, transports, systèmes alimentaires, aménagement du territoire, gouvernance et bien-être. Les approches qui traitent chaque sujet séparément donnent rarement des résultats satisfaisants; la recherche active de cobénéfices – par exemple, améliorer le confort des logements tout en en réduisant les émissions, ou renforcer la souveraineté alimentaire par des mesures de résilience climatique – offre le meilleur potentiel de transformation durable. Ces approches intégrées permettent non seulement de réduire les émissions, mais aussi d'améliorer la santé, l'abordabilité, les économies locales et la cohésion sociale.

Dans les communautés autochtones, la transition vers la carboneutralité revêt une importance particulière, car elle est indissociable de l'autodétermination, de la souveraineté et de la continuité culturelle. Les projets d'énergie renouvelable, d'infrastructures, d'intendance des terres et de systèmes alimentaires ne sont pas que des initiatives techniques ou économiques, mais bien des expressions concrètes de la responsabilité endossée envers le territoire, la collectivité et les générations futures. Outre les consultations, pour réellement souscrire aux solutions autochtones, il

faut redistribuer les pouvoirs décisionnels, respecter les systèmes de connaissances autochtones et garantir aux communautés un contrôle durable des ressources et des retombées.

Les capacités limitées et la difficulté d'accès du financement étaient des obstacles récurrents et transversaux dans toutes les collectivités. Les subventions concurrentielles à court terme, les lourdeurs bureaucratiques et les incohérences dans les politiques freinent l'action des organisations et des gouvernements locaux. Pour y remédier, il faut des modèles de financement souples, prévisibles et équitables, qui investissent – au-delà des projets – dans les personnes, les institutions et les capacités à long terme. Le renforcement du leadership local, le développement des compétences et l'apprentissage par les pairs sont essentiels pour maintenir l'élan et réduire le besoin du concours d'acteurs externes.

La confiance, la transparence et la mobilisation sont également déterminantes. Les gens sont plus enclins à appuyer et à adopter des initiatives climatiques et énergétiques lorsqu'ils perçoivent des avantages concrets, se sentent écoutés dans les décisions et font confiance aux institutions impliquées. Les champions communautaires, les approches ancrées dans la culture et la communication claire sont donc des leviers décisifs pour transposer les valeurs partagées en gestes collectifs.

Les constats sont on ne peut plus clairs : la transition vers la carboneutralité dans les milieux ruraux, éloignés et autochtones doit être pilotée par les collectivités elles-mêmes, s'enraciner dans le territoire, et conjuguer durabilité environnementale, équité sociale et bien-être. Une transition juste ne peut reposer sur des solutions universelles; elle doit s'appuyer sur des partenariats durables, une planification locale et des approches systémiques adaptées à la diversité des contextes et des réalités.

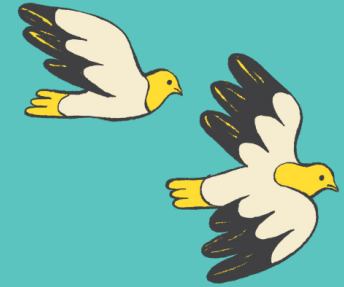
# LISTE DES RÉFÉRENCES

Bartlett, C., Marshall, M., et Marshall, A. (2012).

« Two-Eyed Seeing and other lessons learned within a co-learning journey of bringing together indigenous and mainstream knowledges and ways of knowing », *Journal of environmental studies and sciences*, vol. 2, no 4, p. 331-340.



MOTIVATING NET-ZERO ACTION IN RURAL,  
REMOTE, AND INDIGENOUS COMMUNI-



# NET-ZERO ACTION

